



Deux fois plus de porte-avions américains près du golfe Persique

Par [Peter Symonds](#)

Mondialisation.ca, 19 janvier 2012

wsws.org 19 janvier 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

L'administration Obama a accrue la menace de faire usage de force militaire contre l'Iran en doublant le nombre de ses porte-avions patrouillant dans cette région. Cette provocation augmente le danger de guerre dans le golfe Persique, au moment même où les États-Unis tentent agressivement d'imposer un embargo sur les exportations de pétrole iranien.

Le porte-avion USS Carl Vinson, soutenu par un croiseur et un contre-torpilleur, a fait son arrivée dans la mer d'Arabie cette semaine pour rejoindre l'USS John Stennis. Un troisième porte-avion, l'USS Abraham Lincoln, se dirige aussi dans la région après avoir fait escale en Thaïlande mardi.

Des porte-parole de l'armée américaine ont minimisé l'importance de ce déploiement en le qualifiant de « routinier », et en ajoutant que l'USS John Stennis devrait se diriger vers les États-Unis. Cependant, le Pentagone a discrètement décidé de maintenir deux porte-avions dans la région plutôt qu'un seul, sans côté le fait que pendant que la période du changement, le Pentagone aura trois porte-avions sur place ce qui augmentera considérablement sa capacité à mener une guerre aérienne et navale contre l'Iran.

Le *New York Times* a rapporté jeudi que l'administration Obama a agi de manière inhabituelle en avertissant directement l'Iran, par une voie diplomatique secrète, que toute tentative de bloquer le détroit d'Ormuz serait vue comme une transgression inacceptable, laissant entendre qu'une réplique militaire massive en résulterait. Téhéran a menacé de fermer cette voie navigable, par laquelle transite quotidiennement un cinquième des échanges mondiaux de pétrole, si les États-Unis et ses alliés bloquaient les exportations pétrolières iraniennes.

Aux actions menaçantes de l'administration Obama contre Téhéran s'ajoute une campagne, dans les médias américains et internationaux, qui vise de plus en plus à vilipender le régime iranien et à créer le climat propice à la guerre. Une série incessante d'éditoriaux et de commentaires légitiment les affirmations non prouvées que l'Iran développerait des armes nucléaires, et présentent le régime iranien comme étant agressif, provocateur et une menace à la paix dans la région.

En réalité, cette description s'applique plus justement à l'administration Obama qui, à tout le moins, approuve sans réserve la guerre secrète d'assassinat et de sabotage menée à l'intérieur de l'Iran. La dernière victime de ces attaques a été le scientifique nucléaire iranien, Mostafa Ahmadi Roshan, qui a été tué dans une explosion mercredi, une opération qui porte tous les traits de l'agence du renseignement israélien : le Mossad.

Des milliers de personnes ont pris part hier à des funérailles publiques à Téhéran pour Roshan, dénonçant avec colère l'assassinat. Le chef suprême iranien, l'Ayatollah Ali Khamenei, a accusé les États-Unis et Israël d'avoir organisé ce « lâche assassinat » et a juré de punir les responsables.

Que les États-Unis aient démenti, comme l'on pouvait s'y attendre, être impliqués dans cette affaire contraste fortement avec ce qui se discute dans les milieux officiels et les médias américains, où l'on considère légitimes ces actes de terrorisme et où l'on débat de l'efficacité de cette guerre secrète. Au cours des deux dernières années, trois autres scientifiques nucléaires iraniens ont été tués, une série inexplicée de bombardements s'est produite dans des installations militaires et un virus informatique a été utilisé pour causer des dégâts à des installations nucléaires de l'Iran.

Qu'elles aient réussi ou non à retarder le programme nucléaire iranien, ces activités criminelles semblent constituer des provocations qui viseraient intentionnellement à provoquer une réplique de la part de Téhéran, qui pourrait ensuite être utilisé pour attiser davantage les tensions dans le golfe Persique ou servir de prétexte pour une guerre.

Les mesures économiques punitives de l'administration Obama contre l'Iran constituent elles aussi des actes délibérés d'agression. Le 31 décembre, le président Obama a apposé sa signature sur une loi imposant des pénalités aux sociétés étrangères qui feraient affaire avec la banque centrale iranienne. Cette sanction des États-Unis, qui ne dispose même pas de la feuille de vigne d'une approbation de l'ONU, signifie que Washington peut punir certaines entreprises qui mèneraient des affaires normales et tout à fait légales.

Durant les deux dernières semaines, des représentants des États-Unis se sont servis de cette menace pour forcer des entreprises, des banques et des gouvernements étrangers à accéder aux demandes de Washington. Le secrétaire du Trésor américain, Timothy Geithner, s'est rendu au Japon et en Chine cette semaine pour exiger qu'ils réduisent leurs importations de pétrole iranien. Jeudi, un haut représentant de l'administration Obama a dit au *New York Times*, « Nous tentons en effet de faire fermer la Banque centrale d'Iran. »

Et cette loi des États-Unis a déjà des conséquences. Selon le *Financial Times*, les raffineries européennes commencent à réduire leurs achats de pétrole iranien sur le marché au comptant, et continuent pour l'instant à acheter selon leurs contrats à long terme. L'Union européenne devrait décider plus tard ce mois-ci si elle impose un embargo sur les importations iraniennes. Menacées d'être exclues du système financier américain, les banques européennes réduisent elles aussi leurs échanges financiers avec l'Iran.

Pour bien faire comprendre leur menace, les États-Unis ont annoncé jeudi l'imposition de sanctions contre trois sociétés pétrolières : la Zhuhai Zhenrong Corporation, société d'État chinoise, la Kuo Oil Pte Ltd de Singapour et la FAL Oil Company Ltd, un commerçant indépendant des Émirats arabes unis. Ces sociétés ne pourront plus recevoir de permis d'exportation des États-Unis, de financement de la banque américaine d'import-export ou de prêts de plus de 10 millions de dollars des institutions financières américaines.

Il ne fait pas de doute que la principale cible de ces sanctions est la Zhuhai Zhenrong, une grande société chinoise qui, en plus d'acheter du pétrole iranien, vend des produits raffinés du pétrole à ce pays. N'ayant qu'une faible capacité de raffinage, l'Iran dépend de 30 à 40 pour cent d'importations pour son essence.

Bien qu'il soit peu probable que Zhuhai Zhenrong soit lourdement affectée par les sanctions américaines, d'autres grandes sociétés pétrolières comme China National Petroleum Corp (CNPC), China Petroleum and Chemical Corp (Sinopec) et China National Offshore Oil Corp (CNOOC), possèdent des milliards de dollars investis dans le secteur américain de l'énergie et sont donc très vulnérables.

La Chine refuse d'appuyer d'autres sanctions de l'ONU contre l'Iran et a repoussé les demandes américaines pour qu'elle réduise ses importations de pétrole iranien. Les sanctions contre Zhuhai Zhenrong visent à faire pression sur Pékin pour qu'elle rentre dans le rang. L'analyste Derek Scissors de la Heritage Foundation aux États-Unis a dit à l'agence Reuters : « Nous ne voulons pas nous en prendre à Sinopec, CNPC ou CNOOC. Elles sont énormes et puissantes politiquement. Mais Zhenrong est suffisamment proche d'elles, et ne peut réellement causer de tort au-delà d'un avertissement. »

Que la Chine soit prise pour cible souligne l'objectif qui sous-tend toute la campagne d'agression de l'administration Obama contre l'Iran : assurer la domination économique et politique des États-Unis au Moyen-Orient et, ainsi, leur contrôle sur les réserves énergétiques vitales de leurs rivaux européens et asiatiques. Son intervention téméraire dans le golfe Persique risque de provoquer une nouvelle guerre dangereuse pouvant impliquer toute la région et les grandes puissances.

Article original, [WSWS](#), paru le 14 janvier 2012.

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Peter Symonds](#), [wsws.org](#), 2012

Articles Par : [Peter Symonds](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca